

DÉLIBÉRATION N° 1.11
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

1.11 _ GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À SOLIHA DRÔME POUR LE FINANCEMENT D'UNE OPÉRATION D'ACQUISITION ET DE RÉHABILITATION DE 2 LOGEMENTS TRÈS SOCIAUX, SITUÉS 33 BOULEVARD DU LEVANT À ESPELUCHE

M. Daniel BUNONOMO, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

Par délibérations n° 2.7 du 9 novembre 2021, la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération a accordé sa garantie à hauteur de 100 % du prêt que SOLIHA Drôme avait contracté pour le financement d'une opération d'acquisition et de réhabilitation de 2 logements très sociaux, situés 33 boulevard du Levant à Espeluche.

Les caractéristiques du contrat de prêt n°119392 étaient les suivantes :

- Prêt PLAI de 99 150 € à la Banque des territoires sur 40 ans (TEG 0,3 %),
- Prêt PLAI foncier de 27 788 € à la Banque des territoires sur 50 ans (TEG 0,3 %)

SOLIHA Drôme a récemment informé Montélimar-Agglomération que le contrat de prêt n°119392 était caduc et avait été remplacé par le contrat n°137920. Le contrat n°137920 apparaît les caractéristiques suivantes avec des TEG différents du contrat n°119392 :

- Prêt PLAI de 99 150 € à la Banque des territoires sur 40 ans (TEG 0,8 %),
- Prêt PLAI foncier de 27 788 € à la Banque des territoires sur 50 ans (TEG 0,8 %),

Il est demandé au Conseil communautaire d'accorder la garantie de Montélimar-Agglomération selon les caractéristiques financières et charges et conditions du contrat de prêt n°137920 constitué des 2 lignes précitées.

Article 1 :

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 126 938 euros souscrit par SOLIHA Drôme auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 137920 constitué de 2 lignes du prêt.

La garantie de Montélimar-Agglomération est accordée à hauteur de la somme en principal de 126 938 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par SOLIHA Drôme dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à SOLIHA Drôme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil Communautaire s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 :

Le Conseil Communautaire autorise Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations, Banque des Territoires et l'emprunteur.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité (2 abstentions : M. Vanco JOVEVSKI et M. Allain DORLHIAC), **DÉCIDE :**

Vu les articles L.5111-4 et L.5216.1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu le contrat de prêt n° 137920 en annexe signé entre SOLIHA Drôme, ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

D'ABROGER la délibération n° 2.7 du 9 novembre 2021,

D'ACCORDER la garantie d'emprunt de la Communauté d'Agglomération de Montélimar au financement de l'opération précitée à total du prêt selon le contrat de prêt n°137920.

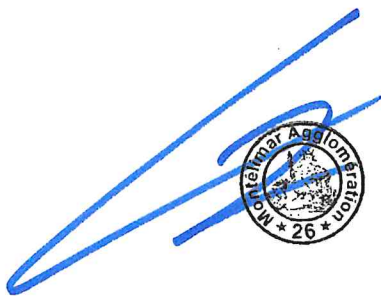
D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents afférents et notamment la convention de garantie d'emprunt et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET
Président



Valérie ARNAVON
Secrétaire de séance

